



République du Burundi
 Ministère du Plan et du Développement Communal
 Projet FEF (« Facilités aux États Fragiles »)

**Le système d'information « PiP Burundi »
 Présentation succincte**

Claude-Éric Desguin

Tableau de bord

Millions de FBU	Sans filtrage	Tous Fin. Proj EC + AP + ET	Fin. AQ Proj EC + AP
Avant 2009-2009	577 105	154 029	154 029
2009-2009	702 407	345 210	343 372
2010-2010	469 165	404 098	395 765
2011-2011	639 913	627 496	591 854
2012-2012	794 814	780 232	481 950
2013-2013	1 524 030	1 488 372	266 046
PIP	2 958 557	2 896 100	1 339 851
Après 2013-2013	12 703 801	12 365 521	476 967

854 projets 1077 composantes 1025 financements 1047 tranches

Décomposition du financement de l'investissement public (Financements acquis, projets en cours ou approuvés)
 2011-2011 / 2012-2012 / 2013-2013

Sources	Nombre de financements	Total PIP (millions de FBU)	
1-Multilatéraux	49	146 905	11%
2-Bilatéraux	113	783 487	58%
3-État burundais	336	411 101	31%
Totaux	498	1 341 493	100%

Fiche B - Identification projet

Projet n° : 01001 PAEBCA
 Statut : ET À l'étude, en préparation
 Priorité : H Haute
 Localisation : Bujumbura Mairie
 Contact ministère : MAJAMBERE Tél 22 211052
 Contact projet : MAJAMBERE Tél 22 211052
 Début : 01/2010 Fin : 12/2011 ⇒ Durée 24 mois
 Cadrage institutionnel (tutelle) :
 1 Présidence de la République
 1 Cabinet du Président
 Cadrage géographique : (*)
 Région : 1 Bujumbura mairie

Tableau d'avancement

- Résumé avancement
- Bilan résumé
- Projets à clôturer
- Projets à reprogrammer
- Tranches en erreur
- Imputations économiques obsolètes
- Financements sans imputation fonctionnelle
- Projets nationaux sans résultat attendu
- Notation des projets
- Tableau de bord

Projets sans composante

- Financements sans tranche
- Composantes sans résultat
- Composantes sans code Géo
- Catalogue des études
- Catalogue des documents
- Vérification des tranches
- Projets par poids décroissant
- Projets à renuméroter
- Suivi technique tous projets
- Suivi financier tous projets

Restitution du PIP

Projets en cours ou approuvés, financements acquis :

PIP par Ministère E	PIP par stratégie: 4 niveaux A	PIP par Ministère B	PIP par stratégie: 4 niveaux B
PIP par Ministère F	3 niveaux A	PIP par bailleur B	3 niveaux B
PIP par bailleur A	2 niveaux A	Financements par source et statut	2 niveaux B
PIP par bailleur détaillé par projet	1 niveau A		1 niveau B
Analyse macro-économique A	Abrégé A		Abrégé B
Analyse macro-économique B			
Analyse fonctionnelle			

Loi de Finance A, Loi de Finance B

Ce logiciel est la propriété du Gouvernement du Burundi

Introduction

Le système d'information présenté dans ce document repose sur une **base de données** contenant toutes les informations pertinentes relatives aux actions d'**investissement public** au Burundi.

Il permet l'enregistrement **organisé** des données institutionnelles, techniques et financières qu'impliquent la planification, la programmation et le suivi de ces actions : il combine ainsi une dimension **budgétaire** et une dimension **opérationnelle**, en les associant étroitement.

À ce titre, le système est appelé à intégrer toute action d'investissement public *dès l'instant où elle est prise en considération* : il sera donc utilisé non seulement pour appuyer la **gestion** et le **contrôle** des actions en cours d'exécution, mais aussi et peut-être surtout pour accroître l'efficacité des processus qui, *en amont de la décision* publique d'investir, déterminent ce qu'il y a lieu de faire ou de ne pas faire en matière d'investissement public, compte tenu de besoins illimités, de ressources limitées, et d'**orientations stratégiques** nationales déclinées en politiques sectorielles, ainsi que des contraintes de **cadrage des dépenses** (CDMT, cadre macro-économique).



La logique de construction, qui intègre tous les éléments des cadres stratégiques et budgétaires en vigueur, permet d'envisager l'extension du périmètre du système à l'ensemble des dépenses publiques, sans le limiter au seul investissement public. Il peut alors se transformer en un instrument de cadrage sectoriel et central des dépenses à moyen terme.

On y trouvera donc nombre de projets qui sont encore loin de pouvoir être qualifiés d'actions publiques de développement, qui ne sont pas mûrs pour une mise en œuvre immédiate, qui ne verront même peut-être jamais le jour, mais qui constituent le vivier dans lequel seront sélectionnées les actions concrètes de l'avenir. En d'autres termes, la **gestion** des projets constitue une étape essentielle de leur cycle. C'est pourquoi une attention particulière a été portée à la **documentation** : il nous a paru important de fournir aux utilisateurs de cet outil une **aide à la décision** à laquelle ils pourront recourir dès la phase la plus précoce du cycle des projets.

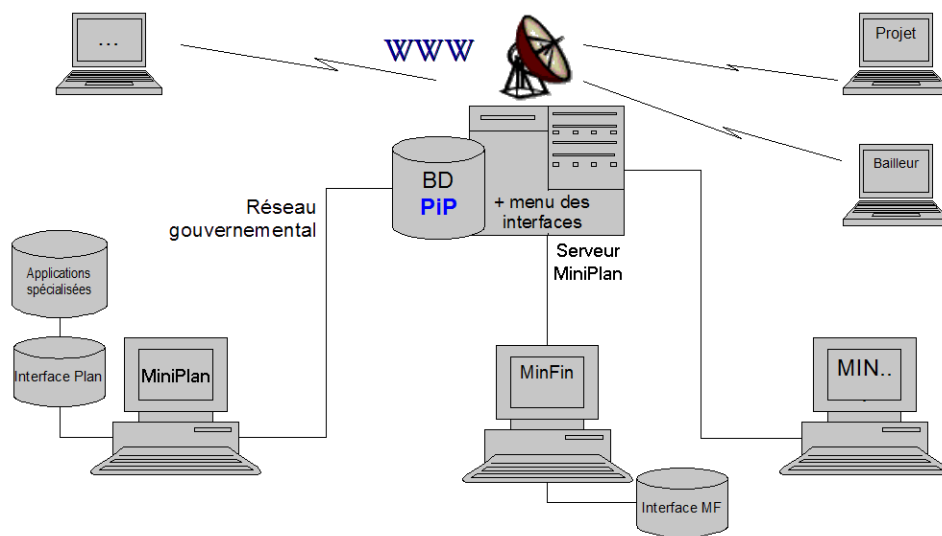
Si le **projet** et l'information qui s'y rapporte constitue l'unité élémentaire du système, il importait aussi de prévoir des fonctionnalités de **consolidation** et de **synthèse**, permettant une vision **agrégée** de l'investissement public. On trouvera donc des instruments destinés à faciliter l'élaboration du **PiP**¹ et du **BEI**², qui sont essentiellement des présentations agrégées d'une collection d'actions élémentaires.

On verra également que le modèle de **déploiement** du système a été conçu pour permettre une utilisation **partagée**. Dans l'environnement existant, ce partage sera provisoirement limité aux utilisateurs ayant accès au réseau local du MPDC. Toutefois, l'évolution prévisible des infrastructures de communication au Burundi, et en particulier celle des facilités de communication entre institutions gouvernementales, devrait permettre à moyen terme d'étendre l'accès aux Ministères techniques, au Ministère des Finances et aux structures des partenaires au développement.

1 Programme d'investissement public
 2 Budget extraordinaire d'investissement

Déploiement

La base de données PiP Burundi est conçue pour un déploiement distribué en réseau. Les données sont contenues dans une base spécifique (appelée pour l'instant « **pipv3_data.mdb** ») ne contenant aucune fonctionnalité de l'application. Elle est logée dans un dossier sécurisé ad hoc du **serveur** du MPDC, auquel les utilisateurs n'accèdent pas directement.



Les utilisateurs accèdent aux données par l'intermédiaire d'une ou plusieurs autre(s) base(s), dite(s) « **interfaces** » ou « **bases frontales** ». Elles contiennent uniquement le logiciel d'application, et aucune donnée : ces interfaces recourent à des **liens** contenant les adresses de données contenues ailleurs. Pour l'utilisateur, ces liens sont totalement transparents.

L'interface utilisateur (base frontale) peut être hébergée, comme dans l'exemple montré page suivante, par le même serveur que la base de données proprement dite ; l'utilisateur y accède alors par le réseau. Elle peut également être logée dans le poste de travail de l'utilisateur, que celui-ci soit situé dans le réseau local du MPDC ou, si et lorsque l'infrastructure de communication le permettra, à distance (par exemple dans les locaux d'un Ministère technique).

Il est dès lors possible de conserver les données dans une base unique et sécurisée, faisant l'objet de sauvegardes régulières, tout en autorisant leur partage (selon des règles définies par l'administrateur de la base) par des utilisateurs multiples et répartis dans divers sites.

Les bases frontales peuvent être spécialisées selon les tâches dévolues à leurs utilisateurs. Par exemple :

- Interface ne permettant que la consultation des données, en aucun cas leur modification.
- Interface de création et d'identification des projets.
- Interface de gestion des données de référence (cadre stratégique, nomenclatures).
- Interface budgétaire (programmation annuelle des tranches de financement et exportation des lignes budgétaires au format Loi de Finance).
- Interface opérationnelle de programmation et de suivi financiers, à l'exclusion de la programmation et du suivi techniques et de la création/modification des projets, de leurs composantes, des financements, etc.
- Interface opérationnelle de programmation et de suivi techniques.
- Interface de rapportage (production de rapports imprimés).

Ce modèle de déploiement a été choisi pour offrir la plus grande flexibilité d'exploitation du système.

Production 26 mai 2011 Version 3 année 2011-2011

Programme d'Investissement Public (PiP) - Analyse de cadrage

27/05/2011 08:44:26

Développement des infrastructures

(Projets en cours ou approuvés, financements acquis)	(Millions de francs burundais)	2011-2011	Total (*)	2012-2012	2013-2013	2014-2014	Total PiP	% PiP
Mission 3.4 Promotion de l'habitat et assainissement du cadre de vie		2 417	44 802	2 367	1 586	0	3 953	0,6%
14 Ministère des Finances		50	31 300	0	0	0	0	0,0%
Financement extérieur		0	31 200	0	0	0	0	0,0%
4 Investissements		0	31 200	0	0	0	0	0,0%
Financement intérieur		50	100	0	0	0	0	0,0%
Imputation économique manquante ou erronée		50	100	0	0	0	0	0,0%
15 Ministère du Plan et du Développement Communal		2 367	13 502	2 367	1 586	0	3 953	0,6%
Financement extérieur		2 221	12 955	2 221	1 440	0	3 661	0,5%
4 Investissements		2 221	12 955	2 221	1 440	0	3 661	0,5%
Financement intérieur		146	547	146	146	0	293	0,0%
Imputation économique manquante ou erronée		146	547	146	146	0	293	0,0%
AXE 4 Développement social		8 772	68 128	8 870	9 300	0	18 170	2,7%
Mission 4.1 Renforcement du système éducatif		1 240	30 500	2 300	2 800	0	5 100	0,7%
31 Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique		150	1 840	150	300	0	450	0,1%
Financement intérieur		150	1 840	150	300	0	450	0,1%
4 Investissements		150	1 840	150	300	0	450	0,1%
33 Ministère de la Santé Publique		1 090	28 660	2 150	2 500	0	4 650	0,7%
Financement extérieur		1 090	28 660	2 150	2 500	0	4 650	0,7%
4 Investissements		1 090	28 660	2 150	2 500	0	4 650	0,7%
Mission 4.2 Promotion de la santé et de la nutrition		7 533	28 436	6 570	6 500	0	13 070	1,9%
33 Ministère de la Santé Publique		7 533	28 436	6 570	6 500	0	13 070	1,9%
Financement extérieur		7 533	28 436	6 570	6 500	0	13 070	1,9%
4 Investissements		7 533	28 436	6 570	6 500	0	13 070	1,9%
Mission 4.3 Renforcement de la protection sociale et inclusion des groupes vulnérables		0	2 695	0	0	0	0	0,0%
33 Ministère de la Santé Publique		0	2 695	0	0	0	0	0,0%
Financement extérieur		0	2 695	0	0	0	0	0,0%
4 Investissements		0	2 695	0	0	0	0	0,0%
Mission 4.4 Promotion du sport et de la culture		0	6 498	0	0	0	0	0,0%
33 Ministère de la Santé Publique		0	6 498	0	0	0	0	0,0%
Financement extérieur		0	6 498	0	0	0	0	0,0%
4 Investissements		0	6 498	0	0	0	0	0,0%